



17 4 NOV 2025

AVIS DE CONSULTATION POUR LA DEMANDE DE COTATION N°04Bis/DC/INS/CIPM/2025 DU
... 2025 POUR L'ENTRETIEN DES INSTALLATIONS DU SYSTEME DE VIDEOSURVEILLANCE ET
D'IMAGE TV DE L'IMMEUBLE SIEGE DE L'INSTITUT NATIONAL DE LA STATISTIQUE,
EXERCICE 2026.

1. Objet de la Demande de Cotation:

Le Directeur Général de l'Institut National de la Statistique lance, pour le compte de l'année 2026 un Avis de Consultation pour l'entretien des installations du système de vidéosurveillance et d'image tv de l'immeuble siège de l'Institut National de la Statistique.

2. Période d'exécution

La période de couverture est de douze (12) mois, à compter de la notification de l'ordre de service.

3. Consistance de la prestation :

La prestation, objet de la présente Demande de Cotation consiste en L'entretien des installations du système de vidéosurveillance et d'image tv. Il s'agit de :

- La production du planning annuel de maintenance
- L'entretien et la maintenance des installations
- L'établissement des rapports d'entretien et maintenance

4. Financement

Les prestations, objet de la présente Demande de Cotation, sont financées par le Budget de programme de l'INS exercice 2025. Imputation : Sous-programme 223. Gouvernance et appui institutionnel : Action 01. Amélioration du cadre de travail ; Activité 0102 : Travaux d'entretien des bâtiments, des matériels, des voies et réseaux internes, des espaces verts, etc.; paragraphe 612103 : entretenir du système de de vidéosurveillance et image TV.

5-Participation et origine :

La participation à la présente consultation est ouverte à toutes les entreprises de droit camerounais exerçant dans ce type de prestation et ayant une expérience dans le domaine.

6- Mode de soumission

Le mode de soumission retenu pour cette Demande de Cotation est en ligne

7-Cout prévisionnel :

Le coût prévisionnel de cette prestation est de 15 000 000(quinze millions) de FCFA TTC.

8-Consultation de la demande de cotation

La Demande de Cotation peut être consultée à la Direction des Affaires Administratives et Financières (Sous-direction du Budget et de la Maintenance, service des marchés) de l'INS, sise au quartier du lac, route de l'imprimerie National, Tel. 222 22 27 44 porte 409.

Il peut également être consulté en ligne sur la plateforme COLEPS aux adresses <http://www.marchespublics.cm> et <http://www.publiccontracts.cm> sur le site internet de l'ARMP (www.armp.cm).

9-Acquisition de la Demande de Cotation

La Demande de Cotation peut être obtenue à la Direction des Affaires Administratives et Financières (Sous-direction du Budget et de la Maintenance, service des marchés) de l'INS, sur Présentation de l'original d'une quittance de **vingt-cinq mille (25 000) francs CFA** non remboursable, payable au « compte spécial CAS-ARMP, n° 355988 » ouvert dans les agences BICEC. La copie du reçu de versement sera déposée au lieu du retrait du dossier de Demande de Cotation.

Il est également possible d'obtenir la version électronique du dossier de Demande de Cotation (DC) par téléchargement gratuit sur les plateformes COLEPS ou PRIDESOFT disponibles aux adresses sus indiquées pour la version électronique. Toutefois, la soumission en ligne est conditionnée par le paiement des frais d'achat du dossier de Demande de Cotation DC.

10-Cautionnement de soumission

Chaque soumissionnaire devra joindre à ses pièces administratives, un cautionnement de soumission timbrée au tarif en vigueur accompagnée du récépissé de consignation délivré par la Caisse de Dépôt et de Consignation et portant mention manuscrite de l'établissement émetteur, valable pendant trente (30) jours au-delà de la date de validité des offres. Etablie par Banque ou une Compagnie d'assurance agréée par le Ministère des finances, dont la liste figure dans la Demande de Cotation d'un montant à **300 000(trois cent mille) francs CFA**.

L'absence de la caution de soumission délivrée par une banque de premier ordre ou un organisme financier de première catégorie autorisé par le Ministère chargé des Finances à émettre des cautions dans le cadre des marchés publics, entraînera le rejet pur et simple de l'offre. Une caution de soumission produite mais n'ayant aucun rapport avec la consultation concernée est considérée comme absente. La caution de soumission présentée par un soumissionnaire au cours de la séance d'ouverture des plis est irrecevable.

11-Remise des Cotations

Chaque cotation est rédigée en français ou en anglais

Pour la soumission en ligne, la cotation devra être transmise par le soumissionnaire sur la plateforme COLEPS au plus tard le **17.2.DEC.2025** à 12 heures précise. Une copie de sauvegarde de la cotation enregistrée sur clé USB ou CD/DVD devra être transmise sous pli scellé avec l'indication claire et lisible « copie de sauvegarde », en plus de la mention ci-dessus dans les délais impartis.

« A n'ouvrir qu'en séance de dépouillement »

Nb Taille et format des fichiers

Pour la soumission en ligne, les tailles maximales des documents qui vont transiter sur la plateforme et constituant l'offre du soumissionnaire sont les suivantes :

5 MO pour l'Offre Administrative ;

15 MO pour l'Offre Technique ;

5 MO pour l'Offre Financière.

Les formats acceptés sont les suivants :

Format PDF pour les documents textuels ;

JPEG pour les images.

Le candidat veillera à utiliser des logiciels de compression afin de réduire éventuellement la taille des fichiers à transmettre.

12-Recevabilité des Cotations

Les pièces administratives, la cotation technique et la cotation financière doivent être placées dans des enveloppes différentes séparées et remises sous plis scellé.

Seront irrecevables par le Maître d'Ouvrage :

- Les plis portant les indications sur l'identité du soumissionnaire ;
- Les plis parvenus postérieurement aux dates et heures limites de dépôt ;
- Les plis non-conformes au mode de soumission.
- les plis sans indication de l'identité de l'Appel d'Offres ;

- Le non-respect du nombre d'exemplaires indiqué dans la DC ou offre uniquement en copies ;

Toute offre incomplète conformément aux prescriptions la DC sera déclarée irrecevable. Notamment l'absence de la caution de soumission d'un montant de 300 000(trois cent mille) francs CFA délivrée par un organisme ou une institution financière agréée par le Ministre en charge des finances pour émettre les cautions dans le domaine des marchés publics ou le non-respect des modèles des pièces de la DC, entraînera le rejet pur et simple de la cotation sans aucun recours. Une caution de soumission produite mais n'ayant aucun rapport avec la consultation concernée est considérée comme absente. La caution de soumission présentée par un soumissionnaire au cours de la séance d'ouverture des plis est irrecevable.

13- OUVERTURE DES PLIS

L'ouverture des Offres sera effectuée par la Commission Interne de Passation des Marchés, en présence des soumissionnaires ou de leurs représentants dûment mandatés et ayant une parfaite connaissance de leur offre respective.

Elle aura lieu le **12 DEC 2025** à 13 heures précises, heure locale, dans la salle de réunion de l'immeuble siège de l'INS sis à la rue de l'imprimerie nationale.

Sous peine de rejet, les pièces du dossier administratif requises doivent être produites en originaux ou en copies certifiées conformes par le service émetteur ou autorité administrative compétente, conformément aux stipulations du Règlement Particulier de la Cotation. Elles doivent dater de moins de trois (03) mois ou avoir été établies postérieurement à la date de signature de l'avis de Cotation.

En cas d'absence ou de non-conformité d'une pièce du dossier administratif lors de l'ouverture des plis, après un délai de 48 heures accordées par la Commission, l'offre sera rejetée

A-Critères d'évaluations

- Critères éliminatoires

Les critères éliminatoires de la présente demande de cotation sont notamment les suivants :

- la non-production dans un délai de 48h après l'ouverture des plis, d'une pièce du dossier administratif jugée non conforme ou absente autre que la caution de soumission;
- non-respect du format de fichier des offres en cas de soumission en ligne
- Absence de la copie de sauvegarde en cas de dysfonctionnement de la plateforme COLEPS.
- Absence du cautionnement de soumission timbré et accompagné du récépissé de consignation délivré par la Caisse de Dépôt de Consignation(CDEC);
- Fausse déclaration, falsification ou substitution des documents ;
- La non-conformité du mode de soumission ;
- L'absence d'un prix unitaire quantifié dans la cotation ;
- L'absence d'un élément de l'offre financière (la soumission, les BPU, le DQE) ;
- Présence d'une information financière dans le dossier administratif ou technique ;
- Absence de la charte d'intégrité signée et datée;
- Absence de la déclaration d'engagement au respect des clauses environnementales et sociales datée et signée ;
- Non possession d'un agrément d'Installateur des équipements et infrastructures des communications électroniques délivré par l'ART ;
- Non possession d'un agrément de vendeur de matériels des télécommunications délivré par l'ART ;
- Non satisfaction des critères essentiels (au moins 04 oui sur 5oui).

- **B-Critères essentiels.**

L'évaluation des pièces administratives et du dossier technique, se présentent comme suit :

Critères généraux	OUI	NON
Présentation de l'offre		
Qualification et l'expérience du personnel		
Matériel et équipements		
Expérience dans le domaine et les preuves d'acceptation du marché		
Capacité financière		

14-Découpage du marché

La demande de cotation est constituée d'un (01) lot unique

15-Duree de validité des Cotations

Les soumissionnaires restent tenus par leur offre pendant quatre-vingt-dix (90) jours à compter de la date limite fixée pour la remise de l'offre.

16- Attribution

Le Maître d'Ouvrage ou le Maître d'Ouvrage Délégué attribuera la lettre commande au soumissionnaire ayant présenté une offre remplissant les critères de qualification technique et financière requises et dont l'offre est évaluée la moins-disante en incluant le cas échéant les remises proposées.

17-Renseignements complémentaires

Les renseignements complémentaires peuvent être obtenus à la Direction des Affaires Administratives et Financières (Sous-direction du Budget et Maintenance, service des marchés) de l'INS sis à la rue de l'imprimerie National, Tel. 222 22 27 44 porte 409 ou en ligne sur la plateforme COLEPS aux adresses <http://www.marchespublics.cm> et <http://www.publiccontracts.cm>.

18. Lutte contre la corruption et les mauvaises pratiques

Pour toute dénonciation pour des pratiques, faits ou actes de corruption, bien vouloir appeler la CONAC au numéro 1517, l'Autorité chargée des Marchés Publics (MINMAP) (SMS ou appel) aux numéros : (+237) 673 20 57 25 et 699 37 07 48, ou le MO/MOD au numéro : (+237) 222 22 04 45 / 222 22 25 73.

Yaoundé, le **14 NOV 2025**

LE DIRECTEUR GENERAL

Copie :

- *ARMP (pour publication) ;*
- *Président CIPM/INS (pour information)*
- *Affichage (pour information).*



Joseph Tedou

Institut National de la Statistique (INS) / National Institute of Statistics (NIS)

20, Rue 3025, Quartier du Lac, Yaoundé – Cameroun ; B.P : 134, Yaoundé, Tél. : (+237) 222 22 04 45 ;

FAX: (+237) 222 23 24 37; site web:www.ins-cameroun.cm; Email: infos@ins-cameroun.cm.



CONSULTATION NOTICE FOR REQUEST FOR QUOTATION No. 04 Bis/DC/INS/CIPM/2025 OF 4 NOV 2025 FOR THE MAINTENANCE OF THE VIDEO SURVEILLANCE AND TV IMAGE SYSTEM FACILITIES IN THE HEAD OFFICE OF THE NATIONAL INSTITUTE OF STATISTICS, FINANCIAL YEAR 2026.

1. Purpose of the Request for Quotation

The Director General of the National Institute of Statistics is issuing, for the financial year 2026, a Consultation Notice for the maintenance of the video surveillance and TV image system facilities in the head office building of the National Institute of Statistics.

2. Execution period

The coverage period is twelve (12) months, from notification of the service order .

3. Nature of services

The services covered by this Request for Quotation consist in the maintenance of the video surveillance and TV image system facilities. This involves:

- Producing the annual maintenance schedule
- Maintaining and upkeeping facilities
- Establishing maintenance and servicing reports

4. Financing

The services covered by this Request for Quotation are financed by the INS Programme Budget for the 2025 financial year. Allocation: Sub-programme 223. Governance and institutional support: Action 01. Improvement of the working environment; Activity 0102: Maintenance work on buildings, equipment, internal roads and networks, green spaces, etc.; paragraph 612103: maintain the video surveillance system and TV image.

5-Participation and origin:

Participation in this consultation is open to all companies incorporated under Cameroonian law operating in this type of service and with experience in the field.

6- Submission method

The submission method chosen for this Request for Quotation is **online**.

7-Estimated cost

The estimated cost of this service is **15,000,000 (fifteen million) CFA francs** including tax.

8-Consultation of the Request for Quotation

The documents of the Request for Quotation may be consulted at the Department of Administrative and Financial Affairs (Sub-department of Budget and Maintenance, Procurement Service) of the NIS, at Quartier du Lac, National Printing Press road, Tel. 222 22 27 44 (Room) 409.

They may also be consulted online on the COLEPS platform at the addresses <http://www.marchespublics.cm> and <http://www.publiccontracts.cm> on the ARMP website (www.armp.cm).

9-Acquisition of the Request for Quotation

The Request for Quotation may be obtained from the Department of Administrative and Financial Affairs (Sub-department of Budget and Maintenance, Procurement Service) of the NIS, upon presentation of the original of a non-refundable receipt of **twenty-five thousand (25,000) CFA francs**, payable to the "CAS-ARMP special account, no. 355988" opened in BICEC branches. The copy of the payment receipt shall be deposited at the place of collection of the Request for Quotation file.

The electronic version of the Request for Quotation Request file may also be obtained by free download on the COLEPS or PRIDESOFT platforms available at the addresses indicated above. However, online submission is conditional upon payment of the purchase fee for the Request for Quotation file.

10-Bid bond

All bidders shall include in their administrative documents a bid bond stamped at the current rate together with the consignment receipt issued by the Deposit and Consignment Fund and bearing the issuing institution's handwritten note, issued by a Bank or an Insurance Company authorized by the Ministry of Finance, the list of which appears in the Request for Quotation, in the amount of **300,000 (three hundred thousand) CFA francs** and valid for up to thirty (30) days beyond the initial date of validity of the bids. Absence of the bid bond issued by a first-rate bank or a first-class financial institution authorized by the Ministry of Finance to issue bonds in the context of public procurement, will result in the outright rejection of the bid. A bid bond produced but with no connection with the consultation in question shall be considered absent. The bid bond submitted by a bidder at the bid opening session shall be deemed inadmissible.

11-Submission of Quotations

Quotations shall be submitted in English or French.

For online submission, quotations shall be submitted by bidders on the COLEPS platform no later than 12 noon on **1.2...DEC...2024**. A backup copy of the quotation saved on a USB stick or CD/DVD shall be submitted in a sealed envelope with the clear and legible note "backup copy", in addition to the above note within the specified time limits.

"To be opened at bid opening session only »

Please note: Bid size and format

For online submission, the maximum sizes of documents that will be submitted to the platform and constituting the bidder's bid shall be as follows:

5 MB for the Administrative File;

15 MB for the Technical Bid;

5 MB for the Financial Bid;

Accepted formats are:

PDF format for text documents;

JPEG for images.

Bidders shall ensure the use of compression software to possibly reduce the size of the files to be submitted.

12-Admissibility of quotations

The administrative documents, the technical quotation and the financial quotation shall be placed in separate envelopes and submitted in a sealed envelope.

The following shall be considered inadmissible by the Contracting Authority:

- Envelopes bearing information on the bidder's identity;
- Envelopes received after the submission deadline dates and times;
- *Envelopes not conforming to the submission method.*

- Envelopes without indication of the identity of the Request for Quotation;
- Failure to comply with the number of copies indicated in the Request for Quotation or bid only in copies.

Any incomplete bid in accordance with the requirements of the Request for Quotation shall be declared inadmissible. Failure to submit a bid bond in the amount of three hundred (300,000) thousand CFA francs issued by an organization or financial institution approved by the Minister of Finance to issue bonds in the field of public procurement or failure to comply with the Request for Quotation documents models shall result in the outright rejection of the quotation. Any bid bond produced with no connection with the relevant consultation shall be considered absent. Any bid bond submitted by a bidder during the quotation opening session shall be considered inadmissible.

13- Opening of bids

Opening of bids shall be conducted by the Internal Procurement Board, in the presence of bidders or their duly authorized representatives, with perfect knowledge of their respective bids.

This shall be on **12 DEC 2025** at **1 p.m. prompt**, local time, in the meeting room of the NIS head office building, National Printing Press road.

Under penalty of rejection, the required administrative file documents shall be produced in originals or in copies certified as true copies by the issuing department or competent administrative authority, in accordance with the provisions of the Special Quotation Regulations. They shall be less than three (03) months old or have been established after the date of signature of the notice of quotation.

In the event of absence of or non-compliance of a part of the administrative file when opening the bids, after a period of 48 hours granted by the Board, the bid shall be rejected.

14- Assessment criteria

a-Elimination criteria

The elimination criteria for this request for quotation include the following:

- Failure to produce within 48 hours of the opening of quotations, a document from the administrative file deemed non-compliant or missing other than the bid bond;
- Failure to comply with the bid file format when submitted online;
- Absence of backup copy in the event of malfunction of the COLEPS platform.
- Failure to submit the stamped bid bond and the consignment receipt issued by the Deposits and Consignment Fund;
- False statements, fraudulent practices or forged documents;
- Non-compliant submission method;
- Absence of a quantified unit price in the quotation;
- Absence of an element of the financial bid (submission, BPU, DQE);
- Presence of financial information in the administrative or technical bid;
- Absence of the signed and dated integrity charter;
- Absence of the dated and signed statement of commitment to comply with environmental and social clauses;
- Failure to submit an approval as an Installer of electronic communications equipment and infrastructure issued by the Telecommunications Regulatory Board;
- Failure to submit a telecommunications equipment vendor's authorization issued by the Telecommunications Regulatory Board;
- Failure to meet essential criteria (at least 4 yes out of 5 yes).

b-Essential criteria .

Assessment of the administrative documents and the technical bid shall be as follows:

General criteria	YES	NO
Bid presentation		
Personnel qualification and experience		
Materials and equipment		
Experience in the field and evidence of contract acceptance		
Financial capacity		

15- Contract division

The request for quotation consists of one (01) single lot

16- Period of validity of quotations

Bidders shall remain bound by their bids for ninety (90) days from the deadline set for submission of the bid.

17- Award

The Contracting Authority or the Delegated Contracting Authority shall award the contract to the bidder who has submitted a bid meeting the required technical and financial qualification criteria and whose bid is evaluated as the lowest, including any proposed discounts, where applicable.

18-Additional information

Additional information may be obtained from the Department of Administrative and Financial Affairs (Sub-department of Budget and Maintenance, Procurement Service) of the NIS, National Printing Press road, Tel. 222 22 27 44 (Room 409) or online on the COLEPS platform at the addresses <http://www.marchespublics.cm> and <http://www.publiccontracts.cm>.

19. Fight against corruption and malpractices

To report any practices, facts or acts of corruption, please call CONAC at 1517, the Public Procurement Authority (MINMAP) (SMS or call) at: (+237) 673 20 57 25 and 699 37 07 48, or MO/MOD at: (+237) 222 22 04 45 / 222 22 25 73.

Yaounde, **17.4 NOV 2025**

DIRECTOR GENERAL

Copies to:

- ARMP (for publication);
- Internal Procurement Board Chairperson/NIS (for information);
- Posting (for information).

